

# Les migrants, thème déjà central des européennes

Macron et sa majorité s'attendent à être attaqués sur la question migratoire par tous les autres partis. Sans éluder le sujet, LRM ne veut pas se laisser enfermer

**D**ébut juin, la Macronie bombait le torse en se projetant vers les élections européennes. A entendre les dirigeants de La République en marche (LRM), la campagne du scrutin de mai 2019 allait inévitablement leur être favorable. Face à une majorité unie derrière le discours pro-européen d'Emmanuel Macron, les partis traditionnels comme Les Républicains (LR) et le Parti socialiste allaient afficher leurs divergences internes.

Las ! Un mois plus tard, le paysage s'est brusquement assombri pour LRM. L'émergence, voire l'arrivée au pouvoir, de mouvements populistes en Europe (en Italie, en Allemagne...) et la crise au sein de l'Union européenne autour du dossier des migrants a installé cette thématique au cœur de l'actualité. Au point d'en faire, à coup sûr, l'un des sujets majeurs – si ce n'est la problématique centrale – de la prochaine campagne des européennes.

De quoi fournir au Rassemblement national (ex-FN) et à LR un axe de campagne tout trouvé. Alors que les formations d'extrême droite et de droite ont déjà prévu d'afficher leur fermeté sur la question migratoire, LRM, elle, risque de se retrouver sur la défensive. Comment tenir un discours pro-européen, global, sur plusieurs thématiques, sans tomber dans le piège de ses adversaires qui vont tenter de réduire la campagne à ce seul sujet, dans l'espoir de tirer profit du rejet de l'immigration dans une partie de l'opinion ?

« La campagne européenne est toujours une campagne difficile. Il est plus facile de porter un discours antimigrants, antieuropéen, que de défendre le projet européen dans sa globalité », dit le délégué général de LRM, Christophe Castaner, convaincu que l'élection se jouera

« non pas entre la droite et la gauche » mais entre « les populistes, les démagogues et les progressistes ».

Dans l'entourage d'Emmanuel Macron, on veut croire que les choses ne sont pas encore figées. « La campagne n'a pas encore démarré, et il n'est pas certain que l'immigration en sera le thème principal, cela va notamment dépendre s'il y a beaucoup d'arrivées de bateaux de migrants cet été », se rassure un proche du chef de l'Etat. Pour autant, pas question d'éluder le sujet. Depuis plusieurs années, « des

partis tentent d'instrumentaliser la question migratoire lors des élections, on ne le découvre pas », rappelle l'entourage de M. Macron. Comprendre : il faut s'y préparer, quoi qu'il arrive d'ici au scrutin.

A l'Élysée, on souligne la nécessité de ne pas se laisser enfermer dans un débat uniquement focalisé sur la question migratoire. « Dès le discours de la Sorbonne, Emmanuel Macron a dit que l'Europe doit s'affirmer comme une puissance souveraine, quelle ne peut pas se résumer à un sujet économique ou de sécurité. Il faut tenir un discours transversal qui mêle les différents aspects », explique une proche du chef de l'Etat.

Une analyse partagée au sein de la majorité, où l'idée d'« élargir » les thèmes abordés s'est imposée, afin de ne pas « faire le jeu » de LR et de l'extrême droite. « L'immigration sera une question impor-

avait-t-il ajouté à propos de l'ouverture des frontières allemandes décidée par Berlin, en 2015. Un discours qui avait résonné chez une partie des électeurs de gauche.

Mais dans les faits, M. Macron mène une politique de fermeté en matière d'immigration. Selon la Cimade, le nombre de « non-admissions » sur le territoire français s'est élevé à 85408 en 2017, un bond de 34 % par rapport à 2016. Dans le cadre de la loi asile-immigration, les députés LRM devraient reprendre un amendement sénatorial limitant le droit du sol à Mayotte, mesure soutenue par M. Macron lui-même. Des actes qui confortent ses électeurs venus de la droite. Et visent à ne pas donner prise aux critiques de la droite et

de l'extrême droite, qui ont tout intérêt à faire passer la majorité pour une force pro-immigration.

Mais ce grand écart entre des discours humanistes et des actes plus répressifs peut-il tenir lors d'une campagne qui s'annonce violente ? « Sur l'immigration, La République en marche tient un double discours, plein d'ambiguïté, avec à la fois de la fermeté et du laxisme, accuse le député LR Eric Ciotti. D'un côté, le gouvernement interdit à l'Aquarius de débarquer, de l'autre, il donne son accord pour accueillir ses passagers sur notre sol. »

Entre la volonté d'afficher sa fermeté et le souci de ne pas complètement tourner le dos à un discours humaniste, LRM avance sur une ligne de crête étroite. Les divergences chez les députés macronnistes lors de l'examen du texte asile-immigration, en avril, à l'Assemblée, puis lors de l'épisode de l'Aquarius, en juin, en attestent. Alors que l'aile gauche de la majorité campe sur une ligne d'ouverture, plusieurs élus venus de la droite soutiennent mordicus la li-

gne du ministre de l'intérieur, Gérard Collomb. Des divisions internes qui pourraient se révéler comme un point de fragilité lors de la campagne.

Consciente de ce risque, la Macronie cherche à installer un thème de campagne susceptible de contrebalancer le discours de ses adversaires sur l'immigration. Au sein du mouvement, certains plaident pour mettre en avant la question du réchauffement climatique. « Cela permettrait à Macron de parler au plus grand nombre en

## « LRM tient un double discours, avec à la fois de la fermeté et du laxisme »

ÉRIC CIOTTI

député Les Républicains

tante de la campagne mais parmi d'autres, comme le changement climatique, la défense ou l'Europe sociale, veut croire le député LRM, Pieyre-Alexandre Anglade, considéré comme le « M. Europe » du mouvement macronniste. L'enjeu principal sera de définir la forme que doit prendre l'Europe pour les dix ans à venir et sa faculté à peser en tant que puissance politique face aux États-Unis, la Russie ou la Chine. »

### Grand écart

Reste que les positions « en même temps » adoptées par le chef de l'Etat en matière d'immigration rendent l'exercice difficile. Lors de la campagne présidentielle et des premiers mois de son mandat, M. Macron avait tenu un discours très ouvert à propos des migrants. « Nous devons accueillir des réfugiés car c'est notre tradition et notre honneur », avait-il déclaré lors de son premier Conseil européen, le 23 juin 2017. « Les positions prises par la chancelière Angela Merkel ont été des positions courageuses »,

portant un sujet qui embarque vers l'avenir, et que l'on peut décliner à la nourriture ou à l'emploi, tout en faisant de l'Europe une force motrice pour la survie de l'Homo sapiens», plaide un dirigeant de LRM.

D'autres poussent pour que M. Macron mette en avant les premiers trophées décrochés par la France au niveau européen, notamment la réforme de la directive sur les travailleurs détachés ou l'interdiction du glyphosate dans cinq ans. « On doit montrer que l'Europe peut protéger les citoyens, qu'elle n'est pas juste là pour libéraliser », estime un parlementaire de

la majorité. Un accord d'ici au scrutin sur une taxation des géants du Web au niveau européen serait notamment perçu comme un bon levier de mobilisation.

En attendant, la prudence est de mise. La liste de LRM a beau être donnée en tête du scrutin par les instituts de sondage, pas question de fanfaronner. Alors que M. Macron s'était affiché comme le plus europhile des candidats lors de l'élection présidentielle, certains élus le mettent désormais en garde, en l'invitant à ne pas adopter une posture trop pro-Bruxelles.

« Nous portons un discours criti-

que sur l'Europe et devons continuer à le faire. Nous ne sommes pas des eurobéats : notre ambition est de renverser la table en Europe, pas de renverser l'Europe », rappelle Gabriel Attal, porte-parole du mouvement LRM. Un défi d'autant plus complexe à relever sur la question de l'immigration. ■

ALEXANDRE LEMARIE  
ET CÉDRIC PIETRALUNGA

## De Hamon à Mélenchon, la gauche affiche ses divergences

### Les formations de gauche s'opposent à Macron et à l'extrême droite

Tous les ténors de la gauche en sont persuadés : la question des migrants sera au cœur de la campagne des élections européennes de mai 2019. Parti socialiste (PS), Génération.s et La France insoumise (LFI) appréhendent, néanmoins, différemment ce sujet. Des divergences parfois profondes qui sont loin d'être anecdotiques.

**Une « question essentielle » pour Génération.s** C'était le fil rouge de la convention de Génération.s qui s'est tenue les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet à Grenoble. Benoît Hamon veut faire de la question des migrants le cœur de son message politique. Dimanche midi, une grande partie de son discours y était d'ailleurs consacrée. Il a, par exemple, fait respecter une minute de silence pour les morts en Méditerranée, comme l'avait fait, un an auparavant, Jean-Luc Mélenchon lors de son meeting à Marseille. « Françaises, Français, (...) vous êtes le grand peuple de la Révolution et de la Résistance, terre d'accueil des républicains espagnols et des boat people vietnamiens, n'avez-vous, n'avons-nous pas honte ? », a notamment lancé l'ancien frondeur.

Se saisir du dossier des réfugiés offre plusieurs avantages à M. Hamon. D'abord, cela lui permet de se poser en « anti-Macron » en renvoyant dos-à-dos « le fasciste Salvini et l'ultralibéral Macron ». Ensuite, cela donne la possibilité à son mouvement, en manque de notoriété, d'apparaître sur un sujet clivant et d'exister en l'incarnant. « Il y a une question essentielle : le réveil des humanistes face à la dérive du continent européen vers un discours identitaire et ultraréactionnaire, expli-

que Pascal Cherki, l'un des proches de Benoît Hamon. Depuis le début, on intervient sur la question des réfugiés, qui est centrale. Il faut assumer le rapport de force. »

**PS : la gauche morale à reconquérir** Ce constat est partagé au PS, même si le message y est plus timide. Vendredi 29 juin, lors de la réunion, à Paris, des sociaux-démocrates européens, Olivier Faure, le premier secrétaire du parti, s'est prononcé pour « ouvrir une voie légale aux migrants économiques pour assécher les filières clandestines ». Et de préciser : « Les solutions existent. Appelez-les quotas ou visas de travail, peu importe ! »

Cela fait plusieurs semaines que le nouveau patron du PS est incité par plusieurs ténors à s'exprimer sur le sujet, pour ne pas se faire griller la politesse par leur ancien camarade, M. Hamon. Valérie Rabault, présidente du groupe Nouvelle Gauche à l'Assemblée, est de ceux-là. « La gauche morale attend une réponse du PS. Cette gauche a voté Macron car ils espéraient une réponse. Or, le président de la République fait du Salvini dans le texte », estime la députée du Tarn-et-Garonne.

**La ligne de crête de LFI** De son côté, Jean-Luc Mélenchon cultive sa différence. Dans un long entretien à *Mediapart*, paru lundi 2 juillet, le leader de La France insoumise exprime sans faux-semblants sa position.

Pas question pour lui d'« être entraîné là où l'extrême droite veut nous amener : c'est-à-dire nous faire dire que si l'on accepte un bateau, il faut accepter tout le monde ». Pour autant, il estime que l'Union européenne connaît un « effondrement moral » à ce

propos. Il se dit aussi favorable à la régularisation des salariés sans papiers, des réfugiés qui relèvent du droit d'asile et « des réfugiés économiques des guerres et politiques commerciales de l'Union européenne ».

Mais il ne cache pas qu'il défend les frontières : « Je n'ai jamais été pour la liberté d'installation, une idée qui ne vient pas de nos rangs dans l'Histoire (...) j'aurais à bien montré comment on utilisait la main-d'œuvre importée à bas prix contre les conquêtes sociales, et pourquoi il fallait garantir à tous les travailleurs les mêmes droits », assure-t-il. Avant d'ajouter, dans une démonstration rappelant l'essai de Régis Debray, *Éloge des frontières* (Gallimard, 2010), que son projet de « protectionnisme solidaire » ne peut s'accommoder de la disparition des frontières qui sont, pour lui, des « points d'appui » dans la mise en œuvre de son projet. Il résume sa pensée d'une formule : « Je suis internationaliste et altermondialiste. Pas libre-échangiste et mondialiste. »

M. Mélenchon et les « insoumis » sont sur une ligne de crête. Ils tiennent à la fois un discours de gauche tout en abordant la question de la migration avec une certaine prudence. Ils défendent, en outre, des positions eurosceptiques et empruntent au champ lexical de la droite dure (notamment le terme « mondialiste »).

Autant de signaux qui peuvent leur permettre de séduire une partie d'un électoral radicalisé que M. Mélenchon appelle les « fâchés mais pas fachos ». Mais, c'est aussi une matière politiquement dangereuse à manipuler. Qui pourrait leur aliéner durablement une partie de la gauche. ■

ABEL MESTRE

# Le RN profite de l'actualité pour revenir à ses fondamentaux

La question migratoire est de nouveau omniprésente dans le discours du parti lepéniste qui cite l'Italie de Matteo Salvini en exemple

**C**a va être simple: si vous êtes pour l'immigration, vous voterez Macron, si vous êtes contre, vous voterez pour nous. Rien de plus élémentaire qu'une élection européenne résumée par Philippe Olivier. Départs de ténors, adhésions en berne, leadership contesté... Aux difficultés traversées par le parti d'extrême droite depuis la présidentielle, le conseiller de Marine Le Pen oppose un autre triptyque: *Aquarius-Salvini-Hongrie*.

Depuis plusieurs semaines, le Rassemblement national (RN, ex-FN) profite d'un vent porteur. Celui venu des pays où les eurosceptiques se font une place au pouvoir, mais qui souffle partout, tant la question migratoire monopolise l'actualité. Officiellement, la campagne européenne du RN sera lancée à Fréjus mi-septembre, lors

de son université d'été et du discours de rentrée de Marine Le Pen. En attendant, avec *«le calme des vieilles troupes»*, sourit Philippe Olivier, le RN positionne son *«petit surf»* pour glisser sur la vague anti-immigration.

Jackpot pour la patronne du parti qui fait *«d'une pierre deux coups»*, voire trois, analyse le directeur du département opinion de l'IFOP, Jérôme Fourquet: *«Elle se réapproprie les fondamentaux du parti tout en surfant sur un courant porteur dans l'opinion.»* Et en profite pour faire oublier une position *«alambiquée»* sur l'euro dont la sortie ne sera plus la première des priorités du programme.

De fait, de radios matinales en messages postés sur les réseaux sociaux, l'immigration est omniprésente dans le discours des cadres du RN sur l'Europe. Chaque

rendez-vous – Tweet, communiqué, tribune, interview – est l'occasion d'insérer une référence à l'Italie de Matteo Salvini. Car Salvini est l'*«ami»* de Marine Le Pen comme elle se plaît à le répéter.

Histoire de mettre en scène son attrait pour la politique italienne actuelle, la présidente du RN a déjà annoncé un déplacement transalpin à la rentrée. Salvini, le nouveau ministre de l'intérieur italien, est un exemple pour le parti d'extrême droite. Surtout depuis qu'il a pris la décision de fermer les ports italiens aux migrants.

## L'écho de 2014 attendu

Le RN en aurait fait de même, ont répété ses responsables. Philippe Vardon, ex-leader du Bloc identitaire et membre du bureau national du RN, a déposé une motion *«#fermonsnosports»* au conseil

régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Proposition rejetée.

Angela Merkel, déstabilisée par un revirement imposé sur la question migratoire, est également au cœur des éléments de langage du parti lepéniste. Là encore, le RN cite l'exemple allemand à foison, preuve d'un *«moment de bascule»*. *«C'est enthousiasmant pour nous»*, savourait Marine Le Pen au micro de Franceinfo, fin juin. Et si elle refuse de prendre la tête de liste des prochaines européennes, la chef de file de l'extrême droite répète à l'envi qu'elle prendra sa part dans la campagne et en donne même le ton, qualifiant l'Union européenne d'*«immigrationniste»*.

*«C'est nous l'almant de l'espace populo-souverainiste. On peut nous contester, mais on le domine, on l'occupe»*, résume le porte-pa-

roie du RN, Sébastien Chenu. Et la stratégie peut fonctionner. Donné à 18 % ou 19 % des intentions de vote dans les sondages d'opinion, le parti bénéficie toujours d'un socle solide. *«Même sans trop forcer, et pas au mieux de sa forme»*, souligne Jérôme Fourquet. L'idéal pour le parti lepéniste, évidemment, serait de finir en tête aux européennes de mai 2019. Plan B: une deuxième place, juste derrière Emmanuel Macron et à bonne distance du parti Les Républicains lui offrirait une nouvelle fois la place d'opposant numéro un au chef de l'Etat dans les urnes.

Alors, le RN se délecte de l'équilibre précaire que devra emprunter dans cette campagne le leader de la droite, Laurent Wauquiez, dont le discours flirte avec l'europhobie de l'extrême droite mais qui est obligé de composer avec le cou-

rant europhile de son parti. Un député européen ex-FN confie ses propres atermoiements: *«Quand vous venez du FN, le plus naturel est de se tourner vers Les Républicains, mais il y a un tel manque de clarté chez eux... Au moins, avec En marche!, je sais précisément avec quoi je suis d'accord et pas d'accord!»*

Au siège du RN, on espère entendre l'écho du coup de tonnerre qu'avait provoqué la pole position du Front national aux européennes de 2014 – avec ses 24 %. Le parti n'a toutefois pas capitalisé sur son score à la présidentielle, multipliant les désillusions depuis. Le scrutin européen sera plus qu'un test pour Marine Le Pen. Il sera le révélateur de l'état de son parti et de sa locomotive, qui peine désormais à fédérer, même en interne. ■

LUCIE SOULLIER